

**Nations unies - Syrie - Intervention
du représentant permanent de la
France auprès des Nations unies -
Conseil de sécurité**

(New York, 26 octobre 2018)

Monsieur le Président,

Je remercie d'abord l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies pour son intervention particulièrement importante et éclairante sur l'état d'avancement du processus politique, et plus largement pour ses efforts inlassables, qui ont notre plein et entier soutien.

Nous avons demandé cette session, en écho à la proposition faite par Staffan de Mistura la semaine dernière, car la Syrie est aujourd'hui à la croisée des chemins. Elle peut soit basculer vers une escalade militaire à Idlib, qui ouvrirait l'un des chapitres les plus sombres de la tragédie syrienne, soit emprunter le chemin exigeant d'une vraie dynamique politique pour un règlement du conflit. Notre profonde conviction est qu'il existe aujourd'hui, pour la première fois peut-être depuis 7 ans, une étroite fenêtre d'opportunité en ce sens. L'un et l'autre des scénarios, le plus sombre comme le plus encourageant, sont possibles aujourd'hui. Et le choix dépend beaucoup de nous, de la capacité de ce Conseil à s'unir sur l'option de la paix.

La création du comité constitutionnel peut et doit constituer ce point d'inflexion que nous recherchons, cette première étape d'une vraie dynamique politique. La mise en place de ce comité dans les meilleurs délais est donc aujourd'hui notre priorité.

Pour le dire clairement, entre la guerre et la paix en Syrie, la clé est pour une large part dans le pays de Tolstoï. La mise en place du comité constitutionnel suppose en effet que la Russie pèse de tout son poids auprès de Damas en ce sens, comme nous le faisons pour notre part avec nos partenaires du Small Group. Après tout le projet de comité constitutionnel est né d'une initiative de la diplomatie russe et aujourd'hui l'ensemble des membres de ce Conseil, sans exception, a plaidé pour la mise en place du comité. Alors qu'attendons-nous pour aller de l'avant ?

Je souhaite donc aujourd'hui passer trois messages : i) identifier clairement la responsabilité du régime syrien, dont l'obstruction bloque toujours le lancement du processus politique ; ii) partager avec ce Conseil les efforts conduits par la France et le Small Group pour y parvenir ; iii) enfin exposer d'un mot les solutions possibles pour la suite.

1. Cher Staffan, vous vous êtes rendu à Damas pour écouter les attentes et positions d'une des parties au conflit. Du tableau que vous venez de présenter, il ressort - ce qui était, hélas, prévisible - que le régime ne s'estime pas lié par un engagement, alors même qu'il a transmis il

y a plusieurs mois sa liste à l'Envoyé spécial, et rejette la liste du troisième tiers du comité constitutionnel proposé par l'envoyé spécial, n'hésitant pas à piétiner ce faisant les règles établies à Sotchi. Les conclusions de votre visite sont un élément de clarification sur les responsabilités en cause et nous imposent de redoubler d'efforts pour enfin faire décoller le processus politique.

L'ONU a déployé un travail considérable pour obtenir une composition du comité constitutionnel représentative de toutes les composantes de la société syrienne ; et je tiens ici une nouvelle fois, au nom de la France, à rendre hommage à Staffan de Mistura pour ce travail. Cher Staffan, vous avez mené des consultations approfondies, en ajustant plusieurs fois vos propositions, en vue d'obtenir une composition équilibrée et acceptable par tous du comité constitutionnel. L'offre qui est aujourd'hui sur la table répond à ces exigences. Vous avez été mandaté pour mener à bien ces travaux et aboutir à la formation du comité constitutionnel. Vous avez notre plein soutien pour convier sans tarder les participants à une première réunion en novembre. Nous vous invitons fortement à aller de l'avant.

Monsieur le Président,

2. La France n'a ménagé aucun effort pour encourager une avancée du processus politique. Les ministres du Small Group ont publié un communiqué conjoint en marge de l'Assemblée générale des Nations unies pour appeler à la création sans délais du comité constitutionnel. Les membres du Small Group, qui sont tous intervenus la semaine dernière au Conseil de sécurité, ont montré leur unité en soutien à cet agenda, de même que la grande majorité des membres de ce Conseil. Le président Macron s'est entretenu par téléphone avec le président Trump en début de semaine sur la Syrie, et l'urgence d'avancer sur la voie politique a été soulignée. Notre détermination à obtenir la création du comité constitutionnel est donc très claire. Le Sommet d'Istanbul qui aura lieu samedi et réunira la France, l'Allemagne, la Russie et la Turquie doit permettre d'avancer sur ce point précis et bien sûr, sur la suite du processus politique. Le Small Group se réunira à nouveau avant la fin du mois. Il y a donc une mobilisation sans précédent pour que le comité se réunisse. Alors sachons nous rassembler pour pousser ensemble de toutes nos forces en ce sens et pour ne pas laisser se refermer cette fragile fenêtre d'opportunité.

Monsieur le Président,

3. Que faire désormais ? La visite à Damas de l'Envoyé spécial le confirme, la priorité des priorités est que chacun exerce enfin les pressions nécessaires sur Damas, pour que le comité se réunisse en novembre. C'est la seule voie de sortie. Il nous faut, collectivement, nous montrer fermes et mobilisés pour mettre en oeuvre des objectifs que nous avons clairement endossés. La convergence du Conseil sur une proposition initialement portée par la Russie est une opportunité unique. Ne pas la saisir serait irresponsable. Nous ne pouvons laisser le régime ruiner nos efforts collectifs, sans quoi le conflit se prolongera pendant encore des années, sans ressources financières pour reconstruire le pays, sans que les réfugiés puissent y retourner.

En résumé, cher Staffan, votre feuille de route est claire et conforme à la résolution 2254, qui est plus que jamais notre boussole commune, et vous avez notre plein soutien pour la mettre en

oeuvre.

Je conclurai par un appel solennel aux responsabilités de chacun. Soyons-en bien conscient en effet, le risque d'une nouvelle escalade dans la tragédie syrienne n'est pas écartée. Il ne le sera définitivement qu'avec une solution politique crédible et inclusive. C'est dire combien les semaines qui viennent seront cruciales et c'est pourquoi nous n'hésiterons pas à rassembler le Conseil de sécurité aussi souvent qu'il le faudra au cours de cette période, pour mobiliser la communauté internationale en soutien de la médiation des Nations unies, et pour obtenir enfin la création tant de fois retardée du comité constitutionnel.

La mise en place du comité, je le rappelle, ne sera que la première étape dans le long processus qui doit ramener la paix en Syrie, à travers des élections et l'établissement d'un environnement sûr et neutre sur le terrain. Cher Staffan, nous comptons sur vous, comme vous pouvez compter jusqu'à la dernière minute de votre mission sur notre plein appui.

Je vous remercie./.